

La coopération européenne en matière d'armement

Général (2S) Jacques Favin Lévêque (X59)
Membre associé de la CAIA



C'est un sujet qui fut au cœur de mes vœux depuis plus de 30 ans et qui l'est encore dans ma participation à EURODEFENSE-FRANCE. Détaché de l'armée de terre à la DGA/DRI de 1985 à 1992, j'y ai œuvré notamment en tant qu'Adjoint Opérations de l'IGA Bernard Rézat, puis de Gérard Chauvallon. J'ai ensuite poursuivi cet objectif de coopération au plan européen en qualité de Délégué Général du GICAT de 1993 à 2003 et enfin dans mes nombreuses activités en 2^{ème} section.

A vrai dire, dès 1966 j'avais été impliqué dans les essais du SERPEL¹, système qui tentait de mettre l'informatique balbutiante de l'époque au service des opérations tactiques en matière de renseignement. Le long accouchement des Systèmes automatisés de Commandement n'est pas un modèle de coopération internationale - c'est le moins que l'on puisse dire - mais il illustre un processus d'émulation plus que de compétition qui a facilité l'avènement de ces systèmes, notamment pour vaincre les craintes des opérationnels à leur égard et pour surmonter leurs réticences pathologiques à s'y intéresser. Il est certain que les essais du SYCOMORE (SYstème de COMmandement Opérationnel et de REnseignement), menés notamment par l'ingénieur Pressouyre au sein de la 3^{ème} Division à Fribourg en Allemagne dans les années 75 ont débouché sur une analyse approfondie des fonctions des officiers traitants au sein de l'état-major du 2ème Corps d'armée à Baden et ouvert le projet SACRA (Système Automatisé de Commandement et de Renseignement de l'Avant) dont j'ai eu la responsabilité à l'EMAT de 1979 à 1983. Les Britanniques étaient alors sur le projet Wavell, les Allemands sur HEROS et les Américains sur un projet analogue. Les contacts fréquents avec les équipes de ces projets ont permis des convergences bénéfiques pour tous, tout en mettant en évidence de notoires différences d'approches. La France tenait absolument à la figuration graphique de l'information sur carte d'état-major sur grand écran, le Royaume-Uni ne visait qu'une présentation alphanumérique, tandis que l'Allemagne avait une conception plus proche de l'informatique de gestion appliquée aux états-majors territoriaux. C'est dire combien nous étions loin d'une définition commune et la question était plus celle de l'interopérabilité de ces divers systèmes que celle de la coopération pour concevoir et réaliser un système commun.

Depuis lors, l'informatique et les techniques numériques ont fait les progrès que l'on sait. Les SIC actuels sont à 1000 lieues de ces premières réalisations. Je ne suis pas au fait des systèmes actuellement en vigueur dans ce domaine, mais je crains fort que les difficultés à coopérer sur un système de commandement commun aux pays de l'Union Européenne soient loin d'être résolues... La coopération européenne en matière d'armement reste un bon sujet...

De façon plus générale, le GICAT a été un acteur significatif de la coopération européenne dans le domaine de l'armement terrestre et aéroterrestre. Représentant de ce secteur pour l'industrie française, il entretenait avec ses homologues européens des relations étroites : qu'il s'agisse de l'AFARMADE espagnol, du BDI allemand, de la DMA britannique ou des associations italienne, belge ou danoise, le GICAT a largement contribué à un rapprochement bénéfique des industriels de l'armement terrestre du continent européen, notamment pour faire front à la tentative de l'industrie américaine de mettre la main sur ce domaine clef au plan opérationnel.

¹ Système d'interception terrestre des émissions radar ennemies

L'architecture du Salon d'EUROSATORY, avant de prendre la dimension mondiale qu'il a acquise désormais, était notamment dans les années 90 centrée sur les pavillons nationaux de ses partenaires européens et cette exposition, dont le GICAT assume la responsabilité, est incontestablement un puissant promoteur de la coopération européenne dans son domaine industriel. Cette philosophie doit beaucoup à la présidence d'Emile Blanc, ancien DGA, ancien Président du WEAG², qui était un Européen convaincu et qui a beaucoup marqué l'armement français et européen dans la décennie 90.



Emile Blanc (1932-2014)

Notons également que le réseau des associations EuroDéfense, créé en 1992 par Pierre Schwed après la chute du Mur de Berlin, fut et est encore à ce jour un puissant acteur de la volonté de coopération industrielle au sein de l'Europe dans le domaine de l'armement. On doit notamment à EuroDéfense l'idée de l'Agence Européenne de Défense qui fut proposée à Michel Barnier lors de la Convention Giscard en 2002 et dont l'existence fut confirmée par le traité de Lisbonne en 2007. EuroDéfense se veut également à l'origine du principe de Coopération Structurée Permanente qui a fait l'objet de multiples études et analyses en son sein, notamment par votre serviteur..., et qui, inscrite au Traité de Lisbonne, a enfin été mise en œuvre par l'Union Européenne en 2017. L'article 42-6 du Traité stipule : « Les États membres qui remplissent des critères plus élevés de capacités militaires et qui ont souscrit des engagements plus contraignants en la matière en vue des missions les plus exigeantes, établissent une coopération structurée permanente dans le cadre de l'Union ».



Réseau EuroDéfense

La mise en œuvre de cet article a donné naissance à une soixantaine de projets communs, à vrai dire d'importance modeste pour la plupart, témoignant néanmoins d'une volonté certaine de coopération au sein de l'Union Européenne.

Le sujet est loin d'être épuisé. S'il est d'une certaine façon un fait historique puisque la conception et la fabrication des armements ont été pendant des siècles une prérogative régaliennne propre à chaque État européen, il reste un enjeu majeur tant sur le plan opérationnel qu'industriel et, bien que riche de son passé, c'est encore un immense pari à satisfaire pour l'avenir de l'Europe...

² Western European Armaments Group ou Groupe d'armement de l'Europe occidentale (GAEO) est un groupe non OTAN composé de tous les membres européens de l'Alliance dont la mission était de développer une coopération plus étroite en matière d'armement et ses principaux objectifs étaient :

- permettre l'utilisation optimale des fonds destinés à la recherche, au développement et à l'acquisition;
- accroître la standardisation et l'interopérabilité des équipements ;
- maintenir une base industrielle et technologique de défense européenne solide ; et
- encourager un meilleur équilibre dans la coopération en matière d'armement entre l'Europe et l'Amérique du Nord.

En 1996, le GAEO fut complété par une Organisation de l'Armement de l'Europe Occidentale (OAE), composée de membres similaires, habilitée à mener des projets de recherche en coopération dans le domaine de la défense entre les pays participants.